

Au-delà d'une manipulation de l'opinion publique

Par Raphaël Canet et Francis Dupuis-Déri

Nos sociétés sont parcourues par de multiples formes d'injustice et de discrimination qui les fracturent. Celles-ci sont en partie l'héritage du monde monarchique et aristocratique issu d'un passé lointain mais toujours influent et dont nous avons conservé les parlements (the House of Commons et the House of Lords), mais aussi le produit plus direct de notre système libéral actuel. Malgré les principes officiels de liberté, d'égalité et de solidarité et les droits formels qui y sont associés, les multiples hiérarchies croisées attribuent, souvent dès la naissance, des rôles et des avantages (des « privilèges ») de manière inéquitable en fonction de la place qui nous est assignée sur l'échelle sociale. Ces systèmes de domination perdurent en figeant cet ordre social inégalitaire dans une interprétation naturelle, rationaliste ou religieuse du monde. Ils aspirent ainsi à l'éternité.

Or l'histoire ne peut se réduire au mythe. Par définition, elle ne consiste pas en la reproduction infinie du passé pour la simple et bonne raison que les institutions sociales sont des créations humaines, elles relèvent de la culture. Et les cultures sont vivantes, mouvantes, elles se décomposent et se recomposent au gré des aléas plus ou moins réfléchis des histoires humaines et des rapports de forces sociopolitiques. Car si nous évoluons individuellement et collectivement dans un univers de contraintes, nous sommes toujours en mesure de faire des choix et c'est ce qui ouvre l'éventail des possibles.

Donner du sens à l'histoire, c'est interpréter le passé pour agir sur le présent afin de construire l'avenir. Tout n'est pas contraint ni déterminé, et la liberté individuelle et collective est porteuse d'espoir. Cela crée du mouvement et anime la logique d'émancipation qui vise justement à dépasser les systèmes de domination en luttant contre les oppressions et les discriminations au lieu de les reproduire. Mais pour cela, il faut en prendre conscience et les rendre manifestes, visibles, mesurables, incontestables. La discipline historique et plus largement les sciences sociales peuvent y contribuer, comme le souligne Thomas Piketty : « Si l'on souhaite atteindre l'égalité réelle, il est urgent de développer des indicateurs et des procédures permettant de combattre les discriminations genrées, sociales et ethno-raciales, qui en pratique sont endémiques un peu partout, au Nord comme au Sud » (Piketty 2021, 253). Les sciences sociales soucieuses d'émancipation peuvent alors alimenter l'action, que celle-ci soit révolutionnaire, réformiste ou conservatrice. N'oublions pas que même le Prince est la plupart du temps conseillé...

Tous les mouvements sociaux ont pour premier objectif de diffuser leurs idées pour éveiller la conscience du plus grand nombre à la réalité telle qu'ils la perçoivent. C'est pour cela que la communication a toujours été l'une de leur première action, que ce soit sous forme d'un journal, d'un manifeste, d'affiches, de tracts, de bannières, de slogans, de pièces de théâtre, de chansons, de radios libres, de graffitis, de tatouages et, aujourd'hui, de médias sociaux. C'est vrai pour les mouvements progressistes révolutionnaires et réformistes, comme le mouvement ouvrier et syndical, le féminisme, l'écologisme, l'antiracisme,

l'altermondialisme... C'est aussi vrai pour les mouvements conservateurs et réactionnaires, en passant par le libéralisme, le républicanisme et le nationalisme toutes tendances confondues. La réalité présente ou passée, ou plutôt la perception que nous en avons, devient alors l'enjeu de luttes.

C'est ce que nous vivons aujourd'hui autour de la *question woke*. Ce concept, comme tant d'autres avant lui qui ont aussi été dénigrés et même ridiculisés par les forces conservatrices et réactionnaires (socialiste, anarchiste, féministe, internationaliste, intersectionnalité, décolonial, etc.) est apparu pour déchirer le voile d'ignorance qui dissimule les formes d'oppression qui continuent de nous diviser. Mais le concept nourrit la controverse car tout le monde n'a pas intérêt à voir la réalité de la même manière, puisque cela suppose de questionner certaines inégalités en termes de pouvoir, d'avantages statutaires et de classe, de ressources matérielles et symboliques, et éventuellement d'instaurer des mesures réparatrices. La *question woke* en est venue à mobiliser savants et politiques, activistes et moralistes et même à faire bouger les lignes entre progressistes et conservateurs, mais aussi au sein même du camp progressiste, si souvent en proie à des luttes internes. Chacun avance ses arguments, opposant la vraie réalité aux fausses interprétations, les faits à l'idéologie, l'objectivité scientifique à la subjectivité militante, la morale à la politique.

De l'émergence du mot...

Il est toujours risqué d'essayer d'identifier la « première fois » au sujet des discours et des actions d'un mouvement social. Cela dit, certains considèrent tout de même que le terme « woke » apparaît une première fois en 1942 dans le premier volume de *Negro Digest*, sous la plume de J. Saunders Redding, le premier professeur afro-américain d'une des prestigieuses universités de la *Ivy League*, qui avait étudié à l'Université Brown. Son père lui avait dit qu'il devrait y « faire deux fois plus et deux fois mieux que ses camarades de classe » (Berry 1992, 2), en raison de la couleur de sa peau. Malgré cela, Redding était politiquement modéré, partisan de l'approche intégrationniste et critique du mouvement des droits civiques, qu'il considérait trop radical. Qu'importe, en 1942 il signe un texte sur les syndicalistes blancs de la *Wright Aeronautical Factory*, qui protestaient contre l'embauche d'Afro-américains, et cite à ce sujet un membre de la *Negro United Mine Workers* : « Je dois te dire, mon vieux, que se réveiller est sacrément plus difficile que de s'endormir, mais nous allons rester éveillés [*stay woke*] encore longtemps » (Redding 1942, 43).

Pour d'autres, le premier usage contemporain du mot se retrouve dans l'essai de l'Afro-américain William Melvin Kelley, publié dans le *New York Times* le 20 mai 1962, « *If you're woke, you dig it* », au sujet des Beatniks et du jazz à Harlem (Ruiz 2021 et Butterworth 2021). Puis en 1972, le dramaturge afro-américain Barry Beckham signe sa pièce *Garvey Lives!*, au sujet du nationaliste noir Marcus Garvey qui sera produite par la troupe *Black Theater* à l'Université Brown. Un des personnages s'y exclame : « J'ai dormi toute ma vie. Mais maintenant que monsieur Garvey a fait ce travail avec moi, j'vais rester éveillés [*stay woke*]. Et je m'en vais l'aider à réveiller [*wake up*] d'autres gens noirs ». La chanteuse Erykah Badu

l'a popularisé dans sa chanson *Master Teacher* en 2008 : « I stay woke [...] I am known to stay awake » et elle a lancé en 2012 sur Twitter un message de solidarité avec les anarchoféministes russes du groupe *Pussy Riot*, appelant à « stay woke » (Mirzaei 2019 et Romano 2020).

C'est cependant la mobilisation du mouvement *Black Lives Matter* qui l'a largement popularisé, en lançant sur le média social Twitter l'expression #StayWoke, après l'acquiescement du vigilantiste George Zimmerman qui a tué en 2012 le jeune afro-américain Trayvon Martin et la mort d'un autre Afro-américain en 2014, Michael Brown, aux mains de la police de Ferguson. Le mot « woke » fait finalement son entrée dans les dictionnaires Oxford et Merriam-Webster en 2017, qui le définit ainsi : éveillé ou conscient, en particulier aux discriminations raciales et aux injustices sociales. Le rappeur Meek Mill reprend l'expression en 2018, dans son album *Legends of the Summer*.

... à sa récupération

Mais par un étrange renversement de situation, ce sont finalement les voix réactionnaires qui vont le plus populariser ce mot, mais en l'essentialisant et en inversant son usage. En effet, dans cette perspective, le terme va cesser de désigner un *état d'esprit* (être éveillé aux discriminations), pour en venir à caractériser *un groupe social* en particulier (les Wokes). Et ceux-ci ne sont plus seulement des antiracistes, mais aussi et surtout des « racistes anti-blancs » qui ne respecteraient pas la liberté d'expression, entre autres problèmes. Ainsi, celles et ceux qui critiquent les Wokes se placent dans la position de la victime accablées par les antiracistes qui les empêcheraient de parler, d'où l'idée qu'« on ne peut plus rien dire » aujourd'hui quand on est une personne blanche. Puis finalement, par extension, le mot « woke » désignera toutes les forces progressistes — y compris les féministes, les trans et les écologistes — que les réactionnaires veulent dénoncer, d'abord aux États-Unis, puis au Québec (entre autres par les agitateurs de Québecor comme Joseph Facal et Mathieu Bock-Côté), puis en France et dans bien d'autres pays (voir l'introduction de Dupuis-Déri 2022). Ce mot est alors synonyme ou remplace des expressions dénigrantes telles que « rectitude politique », « social justice warriors » et « islamo-gauchistes », entre autres (Rose 2020).

Preuve de son importance nouvelle dans le débat partisan, le terme est désormais repris au plus haut niveau de l'État. En octobre 2021, par exemple, le ministre de l'Éducation français Jean-Michel Blanquer a déclaré dans les médias que le « wokisme » est « un nouvel obscurantisme » et qu'« il faut savoir regarder ce qui vient saper la démocratie et la République : le wokisme fait clairement cela ». Puis il a ajouté que son rapport à l'Histoire « est délétère. Casser des statues, faire le procès de tous les personnages historiques [...] est une démarche absurde et dangereuse. Cela veut dire l'abolition du passé. Ce sont des choses qu'on voit dans George Orwell. Ce sont des choses qui préparent les marches vers le totalitarisme » (*Le Figaro étudiant* 2021).

Plus sobrement mais de manière toute aussi pernicieuse, le premier ministre du Québec, François Legault, a fourni aux journalistes sa propre définition de « woke », après avoir accolé cette étiquette au député solidaire Gabriel Nadeau-Dubois : le Woke est celui « qui veut nous faire sentir coupables de défendre la nation québécoise [et] de défendre ses valeurs » (Pilon-Larose 2021).

De la question woke à celle du vivre-ensemble

Ce questionnement n'est pas nouveau et fut posé à chaque fois que les mouvements en lutte pour l'émancipation ont conduit à l'irruption de nouveaux sujets politiques, jadis invisibles et soumis, au sein du corps social (serfs, esclaves, ouvriers, femmes, autochtones, colonisés...). À chaque fois, les tenants de l'ordre établi ont manifesté à hauts cris leur désarroi devant l'impensable, perdre leur suprématie et se voir imposer une véritable égalité, perçue alors comme un terrible totalitarisme de simples « minorités » :

Accepter que le ressenti psychologique le plus délirant accède au statut de droit est un chantage que l'État semble aujourd'hui prêt à accepter, cédant à la mode idéologique et entérinant son propre déclin tout en trahissant la représentation nationale pour imposer à la population des points de vue ultra-minoritaires. (Szlamowicz 2022, 117).

Car la pensée décoloniale, comme l'islamisme, a ses raisons propres de s'en prendre à l'Occident : imposer son identité culturelle et conquérir une place politique dominante (Szlamowicz 2022, 182).

Remarquons malgré tout avec Rokhaya Diallo que :

La promotion d'une fixité culturelle devrait pourtant nous alerter. La volonté de se complaire dans le projet d'un monde statique et intangible alors que les périodes les plus riches de notre histoire sont intrinsèquement liées à des mouvements humains est délétère. (Collectif 2022, 11).

En fait, s'ouvrir à l'autre ne signifie pas s'oublier soi-même et faire plus de place ne conduit pas nécessairement à perdre la sienne. Mais inclure et partager peut évidemment être perçu comme très menaçant pour certains, qui à force de résister sont nécessairement bousculés. C'est pourtant moins douloureux que ce qu'endurent bien des catégories sociales discriminées, exploitées et exclues depuis des générations. Tout cela dépend de la manière dont on voit les choses, de sa propre expérience, de son rapport spécifique à la réalité.

Au fond, la question demeure éminemment politique. Comment pouvons-nous bâtir des sociétés qui reconnaissent l'égalité de dignité de toutes ses composantes sans pour autant opposer majorité et minorités ? Comment construire un rapport à l'histoire qui permette de combattre les discriminations sans figer les identités ? Comment penser notre relation à la diversité dans une logique de complémentarité plutôt que de concurrence, et y voir une force collective plutôt qu'une fragmentation mortifère ? Quel

dialogue entre l'universel et le particulier pouvons-nous établir afin de cheminer vers une dynamique de rassemblement plutôt que de division?

C'est à toutes ces questions que ce numéro spécial de la revue *Possibles* propose d'offrir des éléments de réponses en mobilisant la réflexion conceptuelle et épistémologique, le regard critique, l'analyse de discours, le récit de pratique, l'auto-ethnographie et l'expression d'expériences personnelles sous formes d'entrevues. Comme autant de perspectives visant à nous éclairer sur le chemin long et tortueux de l'émancipation individuelle et collective.

Notes biographiques :

Raphaël Canet est professeur au département de sociologie du Cégep du Vieux Montréal.

Francis Dupuis-Déri est professeur au département de science politique de l'UQAM.

Références :

Berry, Faith (Dir.). 1992. *A Scholar's Conscience: Selected Writings of J. Saunders Redings*, Lexington : University Press of Kentucky.

Butterworth, Benjamin. 2021. « What does “woke” mean? Origins of the term, and how the meaning has changed », *I News UK*, 26 juin.

Collectif. 2022. *Hot Dog. Chroniques dystopiques du grand déraillement*. Paris : Nique Les éditions.

Dupuis-Déri, Francis. 2022. *Panique à l'Université : rectitude politique, wokes, et autres menaces imaginaires*. Montréal : Lux.

Le Figaro étudiant. 2021. « Selon Jean-Michel Blanquer, le wokisme est une forme d'obscurantisme », *Le Figaro étudiant*, 25 octobre.

Mirzaei, Abas. 2019. « Where “woke” came from and why marketers would think twice before jumping on the social activism bandwagon », *The Conversation*, 8 septembre.

Piketty, Thomas. 2021. *Une brève histoire de l'égalité*. Paris : Seuil.

Pilon-Larose, Hugo. 2021. « Legault donne sa définition du terme “woke” », *La Presse*, 16 septembre.

Redding, J. Saunders. 1942. « A negro speaks for his people », *Negro Digest* 1 (repris dans *Atlantic Monthly*, mars 1943).

Romano, Aja. 2020. « A history of “wokeness”: stay woke — how a Black activist watchword got co-opted in the culture war », Vox, 9 octobre.

Rose, Steve. 2020. « How the word “woke” was weaponized by the right », The Guardian, 21 janvier.

Ruiz, Michael. 2021. « What does “woke” mean? », Fox News, 7 décembre.

Szlamowicz, Jean. 2022. *Les moutons de la pensée. Nouveaux conformismes idéologiques*. Paris : Les éditions du Cerf.